

Paris, le 25 avril 2025

Pacte de lutte contre les déserts médicaux présenté par le Premier ministre M. Bayrou le 25 avril 2025. Première relecture et nos solutions

On n'impose rien aux médecins libéraux, on n'oblige pas les médecins libéraux, mais on construit avec les médecins libéraux...car les médecins libéraux ne sont pas des agents de l'État. Pour avoir oublié cette simple évidence, le Premier ministre fragilise grandement le plan qu'il a présenté ce jour.

Voici l'analyse de l'UFMLS

1 LES PRIORITÉS DU PACTE :

« L'accès aux soins est au cœur de notre pacte républicain. Il engage notre responsabilité collective comme notre solidarité nationale. Or, dans trop de territoires, les inégalités d'accès à un médecin et aux soins du quotidien pèsent lourdement sur la vie des Français. »

La responsabilité collective et républicaine est aussi celle des politiques, qui ont renoncé à financer notre système de santé à la mesure de ses ambitions entraînant une perte de moyens, des pertes de chance pour les patients et une perte de sens pour les soignants.

« Le Gouvernement est déterminé à agir pour apporter des réponses nouvelles et concrètes et intensifier ainsi la lutte contre la désertification médicale. »

Tous les territoires souffrent de difficultés d'accès aux soins selon des degrés variables. Ces territoires sont bien souvent des territoires abandonnés de la République avec la fermeture des écoles et des services publics, la délocalisation des entreprises, mais aussi des territoires de non-droit...

Les politiques feraient œuvre utile en proposant des solutions ambitieuses afin de résoudre la problématique des plus de 10 millions de rendez-vous non honorés par an. La responsabilisation des patients, grande oubliée, est un enjeu essentiel de santé publique et permettrait une amélioration de l'accès et de l'offre de soin.

Relation presse

Laurent Payet / Christel Bonneau /
Langage et Projets Conseils
Mail : Laurent@lp-conseils.com
Téléphone : 01 53 26 42 10
Mobile : 06 89 95 48 87

Membres du bureau UFMLS

• Dr Jérôme Marty
Président
Médecin Généraliste
Mail : president@ufml-syndicat.fr
téléphone : 06 45 63 71 11

• Dr Guillaume Dewevre
Secrétaire Général
Médecin Généraliste

• Dr Valérie Briole
Vice-Présidente et Présidente
de l'URPS Médecins IDF
Rhumatologue

• Dr Lamia Slitine
Trésorière
Rhumatologue

• Dr David Schapiro
Vice-président
Ophtalmologiste

• Dr Jacqueline Goltman
Vice-présidente et secrétaire
Générale adjointe
Psychiatre

• Dr Paule-Annick Ben
Kemoun
Vice-présidente
Ophtalmologiste

• Dr Emmanuel Zenou
Vice-président
ORL et chirurgien cervicofacial

• Dr Emmanuel Zenou
Vice-président
ORL et chirurgien cervicofacial

• Dr Maxime Balois
Vice-président
Médecin Généraliste

• Dr Thierry Vermeersch
Vice-président
Médecin Généraliste

• Dr Philippe Pizzuti
Vice-président
Rhumatologue

UFML syndicat

Union française pour une médecine libre

2. LES MESURES ENGAGÉES :

« 650 centres de santé, notamment pour prendre en charge les populations les plus précaires. »

La démonstration est faite, après les annonces chiffrées de Mme DELGA, Présidente de la Région Occitanie, que les centres de santé de médecins salariés, s'ils étaient largement étendus, aggraverait les difficultés d'accès aux soins. En effet, un médecin libéral réalise en moyenne plus de 20 consultations par jour et environ 4 000 par an avec 1 000 patients médecins traitants. Or les chiffres annoncés par Mme DELGA sont de 300.000 consultations en 2 ans pour 100 médecins et 31 000 déclarations de médecin traitant.

« 800 communautés professionnelles territoriales de santé qui couvrent près de 90 % du territoire. Elles contribuent à fédérer les professionnels de santé sur les territoires et à renforcer l'accès aux soins. »

Aucune étude n'a fait la démonstration de l'efficacité des CPTS en termes d'accès et d'offre de soins.

Nous attendons, tout comme M FATOME, Directeur général de la CNAM, pour lequel l'accès aux soins, critère socle de ces CPTS est l'objectif principal, un retour sur investissement pour juger de leur pertinence.

Nous vous proposons de lire le [RAPPORT CPTS par l'UFMLS novembre 2024](#)^{fin}

Nous rappelons que la revalorisation de la consultation de 25 à 30 euros est un simple rattrapage de l'inflation et non une revalorisation pour les médecins. De surcroît, la CNAM entend compenser ce surcoût par des objectifs collectifs de déprescriptions du volet PERTINENCE, partie intégrante de la Convention signée.

Les aides à l'installation en zone sous denses, si elles sont simplifiées, seront diminuées.

La CAIM de 50.000 euros sur 2 ans laisse place à une aide de 10 000 euros et un abondement du forfait médecin traitant (FMT) pour les futurs installés.

Et la perte du COSCOM de 5 000 euros par ans fait place à un abondement du FMT qui fera plus de perdants que de gagnants.

Concernant la formation, mieux former, c'est ouvrir des terrains de stage aux cliniques et aux cabinets libéraux pour libérer les énergies et se libérer d'une formation hospitalo-centrée

Relation presse

Laurent Payet / Christel Bonneau /
Langage et Projets Conseils
Mail : Laurent@lp-conseils.com
Téléphone : 01 53 26 42 10
Mobile : 06 89 95 48 87

Membres du bureau UFMLS

• Dr Jérôme Marty
Président
Médecin Généraliste
Mail : president@ufml-syndicat.fr
téléphone : 06 45 63 71 11

• Dr Guillaume Dewevre
Secrétaire Général
Médecin Généraliste

• Dr Valérie Briole
Vice-Présidente et Présidente
de l'URPS Médecins IDF
Rhumatologue

• Dr Lamia Slitine
Trésorière
Rhumatologue

• Dr David Schapiro
Vice-président
Ophtalmologiste

• Dr Jacqueline Goltman
Vice-présidente et secrétaire
Généraliste adjointe
Psychiatre

• Dr Paule-Annick Ben
Kemoun
Vice-présidente
Ophtalmologiste

• Dr Emmanuel Zenou
Vice-président
ORL et chirurgien cervicofacial

• Dr Emmanuel Zenou
Vice-président
ORL et chirurgien cervicofacial

• Dr Maxime Balois
Vice-président
Médecin Généraliste

• Dr Thierry Vermeersch
Vice-président
Médecin Généraliste

• Dr Philippe Pizzuti
Vice-président
Rhumatologue

3. LES PROPOSITIONS NOUVELLES DU PACTE DE LUTTE

« 24 départements n'ont aujourd'hui pas d'accès aux études de santé alors que 50 % des médecins généralistes formés exercent à moins de 85 km de leur lieu de naissance et qu'une installation sur deux est située à moins de 43 km de l'université d'internat (INSEE Première, 2024). »

Il serait bon de pondérer ces chiffres, car 87% du territoire est en zone sous dotée, mais 98% des patients sont à moins de 10 minutes en voiture d'un médecin. Les zones en difficultés souffrent aussi d'un manque d'offre de soins hospitaliers avec plus de 40.000 lits fermés en 10 ans...

« Ouvrir une 1^{re} année d'accès aux études de santé dans chaque département, au sein d'une université, d'un autre lieu de formation ou depuis des campus connectés, en appui des élus locaux très investis et qui se sont emparés du sujet dès la rentrée 2026. »

Nous pouvons craindre des pertes de chance alors que ces études sont très exigeantes et le concours sanctionnant.

« Mettre en œuvre la 4^e année d'internat de médecine générale dès le 2 novembre 2026 avec une valorisation très forte pour la réalisation des stages en zone très sous-dense. »

La 4^e année d'internat de Médecine générale doit être professionnalisante et donc les Docteurs juniors payés à l'acte et non salariés.

N'oublions pas de revaloriser fortement les maîtres de stage universitaire (MSU), car ils sont une pièce maîtresse de la formation des futurs médecins libéraux au sein de chaque territoire.

« Mieux accueillir les médecins à diplôme non européen (PADHUE) dans le système de santé par une réforme et une simplification des épreuves de vérification des connaissances (EVC). »

C'est une évidence de valoriser et sécuriser les carrières des PADHUES exerçant en France et de leur accorder le nombre de places prédéfinies.

« Les médecins des territoires voisins devront s'organiser et se relayer pour assurer une continuité d'exercice en médecine de premier recours dans ces zones, avec des plannings définis à l'avance sur le modèle de la permanence de soins. »

Comment exiger des médecins traitants exerçant déjà en territoire sous dotés ou très sous-dotés de compenser les difficultés d'accès aux soins d'autres territoires ? Devons-nous travailler plus encore, au-delà des 55 heures hebdomadaires ? Quels seront les moyens mis à disposition, mais aussi les allègements fiscaux et les majorations d'actes, qui permettraient de rendre pérenne le volontariat plutôt que la contrainte ?

Relation presse

Laurent Payet / Christel Bonneau /
Langage et Projets Conseils
Mail : Laurent@lp-conseils.com
Téléphone : 01 53 26 42 10
Mobile : 06 89 95 48 87

Membres du bureau UFMLS

• Dr Jérôme Marty
Président
Médecin Généraliste
Mail : president@ufml-syndicat.fr
téléphone : 06 45 63 71 11

• Dr Guillaume Dewevre
Secrétaire Général
Médecin Généraliste

• Dr Valérie Briole
Vice-Présidente et Présidente
de l'URPS Médecins IDF
Rhumatologue

• Dr Lamia Slitine
Trésorière
Rhumatologue

• Dr David Schapiro
Vice-président
Ophtalmologiste

• Dr Jacqueline Goltman
Vice-présidente et secrétaire
Généraliste adjointe
Psychiatre

• Dr Paule-Annick Ben
Kemoun
Vice-présidente
Ophtalmologiste

• Dr Emmanuel Zenou
Vice-président
ORL et chirurgien cervicofacial

• Dr Emmanuel Zenou
Vice-président
ORL et chirurgien cervicofacial

• Dr Maxime Balois
Vice-président
Médecin Généraliste

• Dr Thierry Vermeersch
Vice-président
Médecin Généraliste

• Dr Philippe Pizzuti
Vice-président
Rhumatologue

« Une permanence des soins généralisée, PDSA (soirs, nuit et week-end) : près de 47 % de médecins de ville s'engagent à assurer des gardes, celles-ci couvrent près de 97 % du territoire. »

La PDSA est une réussite et devrait être citée en exemple de l'engagement des médecins. Alors que réquisitionner serait encore nous sanctionner et aggraverait les déserts médicaux. Enfin la PDSA de nuit profonde impose que l'État prenne en charge financièrement nos repos compensateurs de sécurité et puisse trouver une solution pour nos patients.

Nous voulons rappeler à M. le Premier Ministre et au gouvernement que nous ne sommes ni des fonctionnaires hospitaliers, car nous n'en avons pas les avantages, ni des pions.

« Un nouveau statut de « praticien territorial de médecine ambulatoire »... Ce statut n'a pas vocation à permettre l'accès au secteur 2. »

C'est une honte et une injustice entre les spécialités. Aujourd'hui les médecins généralistes conventionnés sont bloqués en secteur 1 aux tarifs opposables déconnectés du coût de la pratique médicale, et l'État leur refuse toute possibilité réelle d'accès au secteur 2. Nous ne pouvons plus tolérer cette iniquité entre spécialités et nous demandons que des modalités d'accès au secteur 2 pour les futurs médecins généralistes et ceux déjà installés soient discutées.

« Mobiliser l'ensemble des compétences du système de santé »

Il s'agit d'une évidence, mais attention au point de non-retour qui serait celui des pertes de chance et erreurs médicales... Les compétences médicales s'acquièrent par des études longues et une pratique clinique. Elles ne peuvent se transférer d'un trait de plume.

On ne se décrète pas clinicien. Or sans examen clinique, il ne peut y avoir de diagnostic et donc de traitement adéquat avec une sécurité optimale des soins.

L'UFMLS rappelle donc son opposition à l'accès direct et à la primo-prescription par les IPA, en accord avec le Conseil National de l'Ordre des Médecins (CNOM) en la personne du Dr Arnault, Président.

Avant sa mise en œuvre et son évaluation, l'UFMLS demande à retravailler avec le gouvernement ce document qui mérite être consolidé et enrichi de solutions de terrain que nous vous présentons : [Syndicat-UFMLS-courrier-propositions-aux-deserts-medicaux.pdf](https://www.ufml-syndicat.org/IMG/pdf/Syndicat-UFMLS-courrier-propositions-aux-deserts-medicaux.pdf)

Le BUREAU UFMLS

Relation presse

Laurent Payet / Christel Bonneau /
Langage et Projets Conseils
Mail : Laurent@lp-conseils.com
Téléphone : 01 53 26 42 10
Mobile : 06 89 95 48 87

Membres du bureau UFMLS

• Dr Jérôme Marty
Président
Médecin Généraliste
Mail : president@ufml-syndicat.fr
téléphone : 06 45 63 71 11

• Dr Guillaume Dewevre
Secrétaire Général
Médecin Généraliste

• Dr Valérie Briole
Vice-Présidente et Présidente
de l'URPS Médecins IDF
Rhumatologue

• Dr Lamia Slitine
Trésorière
Rhumatologue

• Dr David Schapiro
Vice-président
Ophtalmologiste

• Dr Jacqueline Goltman
Vice-présidente et secrétaire
Généraliste adjointe
Psychiatre

• Dr Paule-Annick Ben
Kemoun
Vice-présidente
Ophtalmologiste

• Dr Emmanuel Zenou
Vice-président
ORL et chirurgien cervicofacial

• Dr Emmanuel Zenou
Vice-président
ORL et chirurgien cervicofacial

• Dr Maxime Balois
Vice-président
Médecin Généraliste

• Dr Thierry Vermeersch
Vice-président
Médecin Généraliste

• Dr Philippe Pizzuti
Vice-président
Rhumatologue



Communiqué de presse

Relation presse

Laurent Payet / Christel Bonneau /
Langage et Projets Conseils
Mail : Laurent@lp-conseils.com
Téléphone : 01 53 26 42 10
Mobile : 06 89 95 48 87

Membres du bureau UFMLS

• Dr Jérôme Marty
Président
Médecin Généraliste
Mail :
president@ufml-syndicat.fr
téléphone : 06 45 63 71 11

• Dr Guillaume Dewevre
Secrétaire Général
Médecin Généraliste

• Dr Valérie Briole
Vice-Présidente et Présidente
de l'URPS Médecins IDF
Rhumatologue

• Dr Lamia Slitine
Trésorière
Rhumatologue

• Dr David Schapiro
Vice-président
Ophtalmologiste

• Dr Jacqueline Goltman
Vice-présidente et secrétaire
Générale adjointe
Psychiatre

• Dr Paule-Annick Ben
Kemoun
Vice-présidente
Ophtalmologiste

• Dr Emmanuel Zenou
Vice-président
ORL et chirurgien cervicofacial

• Dr Emmanuel Zenou
Vice-président
ORL et chirurgien cervicofacial

• Dr Maxime Balois
Vice-président
Médecin Généraliste

• Dr Thierry Vermeersch
Vice-président
Médecin Généraliste

• Dr Philippe Pizzuti
Vice-président
Rhumatologue

| UFML syndicat

Union française pour une médecine libre



4 rue Brochant 75017 Paris



laurent@lp-conseils.com



01 53 26 42 10 / 06 89 95 48 87

www.ufml-syndicat.org